

Paris, le 6 mai 2026

## DENATALITE :

### Face au constat alarmant du Haut-Commissariat au Plan, Familles de France appelle à une politique familiale universelle, ambitieuse et bienveillante

En 2025, la France a enregistré **644 000 naissances**, soit près d'un quart de moins qu'en 2010. Plus marquant encore, **le nombre de décès a dépassé celui des naissances pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale**. Ce constat historique, dressé le 5 mai 2026 par le Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan, interpelle profondément.

Dans ce contexte, **Familles de France prend acte et réaffirme une conviction forte** : la réponse à la dénatalité passe avant tout par **une politique familiale solide, universelle et digne de ce nom**.

#### Une urgence confirmée, des réponses encore incomplètes

Le Haut-Commissariat au Plan évoque un « **choc substantiel** » qui affectera durablement notre société, notre économie et nos politiques publiques. Parmi les pistes avancées figurent **l'extension du congé de naissance et la garantie d'un mode de garde dès un an**.

**Familles de France salue ces orientations**. Cependant, elles restent insuffisantes si elles ne s'attaquent pas à la racine du problème : *pourquoi les Français ont-ils moins d'enfants qu'ils ne le souhaitent* ? Les réponses uniquement économiques ou techniques ne sauraient suffire.

#### Permettre à chacun de réaliser son projet parental

Familles de France défend une politique familiale **universelle et ambitieuse**, avec un objectif clair : **que les contraintes financières, de logement, de garde ou d'organisation du travail ne soient jamais un frein à la parentalité**.

Aujourd'hui encore, trop de familles renoncent ou reportent leur projet d'enfant faute de conditions favorables. **Avoir un enfant ne doit pas devenir un risque**.

Cela implique des engagements publics **clairs et durables** : **un soutien financier universel, un accès réel à un logement familial adapté, une offre de garde accessible sur tout le territoire, et des conditions de travail compatibles avec la vie familiale**.

#### Reconnaître les familles, leur faire confiance

Familles de France tient à rappeler une distinction essentielle : **les familles ne demandent pas à être assistées, elles demandent à être reconnues**.

Être pris en compte, c'est voir ses choix respectés, ses contraintes entendues, ses engagements valorisés. C'est construire une **société qui fait confiance aux parents**, plutôt que de les culpabiliser.

#### Redonner confiance et valoriser la parentalité

Le regard porté sur la parentalité s'est dégradé. Le courant du « **no kids** » diffuse l'idée que l'enfant serait une contrainte incompatible avec l'épanouissement personnel.

**Familles de France s'oppose fermement à cette vision.** Être parent, c'est aussi **une source de joie, de sens et d'engagement.**

Il est essentiel aujourd'hui de **redonner confiance aux couples**, de valoriser la parentalité et de soutenir concrètement les familles.

### **La dénatalité ne doit pas justifier un recul social**

Familles de France alerte : **la crise démographique ne doit pas servir de prétexte à un affaiblissement de notre modèle social.**

Réduire les droits, allonger le temps de travail ou diminuer les aides reviendrait à **fragiliser encore davantage les familles.** *On ne relance pas la natalité en créant de l'insécurité.*

Au contraire, c'est la **stabilité économique et sociale** qui permet aux familles de se projeter et de construire un avenir.

### **Mode de garde : une ambition à rendre crédible**

Garantir un mode de garde pour tous dès un an est une mesure **indispensable**, portée de longue date par les familles. Mais **sans financement clairement identifié, cette promesse restera théorique.**

Les inégalités territoriales sont déjà fortes. Sans mécanisme national de solidarité, **l'accès réel à la garde ne pourra être garanti partout.**

Familles de France demande donc **un financement équitable et structuré**, à la hauteur de l'ambition affichée.

### **Classes moyennes : un frein économique bien réel**

Le coût de la garde d'enfants constitue aujourd'hui **un obstacle majeur.** Le crédit d'impôt existant **ne couvre qu'une part limitée des dépenses réelles.** De nombreux couples renoncent à un deuxième ou troisième enfant pour des raisons financières. **C'est une réalité qu'il faut reconnaître.**

Familles de France appelle à **une refonte des aides**, avec un dispositif réellement aligné sur les coûts et **une meilleure prise en compte des classes moyennes.**

**À revenu égal, ceux qui élèvent la France de demain ne doivent pas être pénalisés.**

### **Faire de la politique familiale une grande cause nationale**

Face à l'ampleur du défi, Familles de France appelle à faire de la politique familiale **une priorité nationale.**

**Non pour contraindre, mais pour permettre.**

**Non pour gérer le déclin, mais pour redonner aux familles les moyens de choisir leur avenir.**

### **Contacts presse :**

Émilie Souplet – Pôle Éducation | 06 27 67 20 61

Mireille Lachaud – Pôle Politique familiale | 06 16 58 69 92